

Développement territorial et transition écologique :

Les petites villes, laboratoire d'une innovation nécessaire ?

CHAQUE SEMAINE, UNE QUESTION D'ACTUALITÉ, PLUSIEURS REGARDS

1

LE UN HEBDO
mercredi 10 novembre 2021

Page 2

MARIN FOUQUÉ

ÉCRIVAIN

Les champs de la révolte

Pages 5-6 : LE GRAND ENTRETIEN

JEAN-MARC OFFNER

INGÉNIEUR & URBANISTE

« L'avenir des petites villes ne sera intéressant que si elles arrivent à penser lieux mais aussi liens »

Page 6

HÉLÈNE REIGNER

POLITISTE

Les communes les plus attractives ne sont pas toujours celles que l'on croit

Poster

Zoom sur quatre territoires qui relèvent le défi de la transition écologique

un numéro inédit réalisé
en partenariat avec



LE REGARD DE L'URBANISTE
FRANÇOISE CHOAY

« LE FRANÇAIS "VILLE" vient du latin villa, désignant un établissement rural autarcique qui a souvent constitué le noyau des cités médiévales. Cette étymologie souligne l'appartenance de la ville européenne préindustrielle à la campagne. [...] Ici encore la révolution industrielle a sapé une association originelle. Elle a brisé la relation de complémentarité qui unissait la ville et la campagne, et creusés entre elles la fameuse différence que Marx devait assigner

au communisme de supprimer. Pourtant, ce n'est pas grâce à une révolution sociale mais à une permanente évolution technique qu'a débuté la suppression de cette différence. [...] Le processus se poursuit et tend à éliminer au profit d'une entité qui n'est plus ni ville ni campagne les deux termes qui, logiquement, et phénoménologiquement, existaient l'un par l'autre. »

« Le règne de l'urbain et la mort de la ville », La Ville, art et architecture en Europe, 1870-1993, Éditions du Centre Pompidou, 1994

Dans un pays qui a longtemps mené son développement par le haut et survalorisé la grande ville comme un signe de croissance, et au-delà de modernité, **pas facile de changer de braquet et de penser la Transition**. La crise sanitaire actuelle a amplifié un mouvement qui n'a jamais vraiment cessé de départ de métropoles de plus en plus jugées invivables vers des villes appréciées pour leur taille humaine. Le regard se déplace donc vers des territoires souvent minorisés et dans les esprits et dans les faits, on pourrait même si on était revanchard parler de **petite revanche des petites villes...** regard et revanche qu'illustrent bien le dossier du magazine Le Un cette semaine. Intitulé « Quel horizon pour les petites villes ? » -et toujours aussi agréablement qu'intelligemment illustré-, il les définit au départ classiquement, c'est-à-dire en termes démographiques. Ainsi, on parle de ce qui renvoie étymologiquement à la « villa » romaine (« établissement rural autarcique qui a souvent constitué le noyau des cités médiévales » d'après l'urbaniste Françoise Choay), comptant entre 2500 et 25000 habitants. Selon l'ingénieur et urbaniste Jean-Marc Offner, elles représentent environ 1/3 de là où vivent actuellement les Français, la difficulté étant sans doute que **sont mises dans cette catégorie aussi bien de petites villes de province que des périphéries banlieusardes aux problématiques souvent différentes**. Surtout, on s'aperçoit vite que la définition strictement comptable est imparfaite, ce qui conduit le même J-M Offner à préciser : « en réalité, il faut partir de l'idée de « centralité » : un espace où des gens qui n'y habitent pas se rendent pour trouver ce qu'il n'ont pas en bas de chez eux. Une petite ville a un supermarché, éventuellement des médecins spécialisés ».

Si l'hétérogénéité des situations rend parfois difficile une définition, cela n'est pas pour autant grave car ce qui ressort de ce dossier, c'est bien souvent **le fort dynamisme qui caractérise cette échelle d'action**. Car si on parle de bassin de vie, de lieux et de liens, il est toujours question en filigrane -du moins dans mon esprit, avec une constante interrogation dont mes chroniques témoignent- de **la bonne échelle d'action**. Il serait bien illusoire, et ce n'est d'ailleurs pas mon propos, de figer celle-ci et de l'assimiler au local car il y a local et local de même que le local n'existe, ne se développera de manière alternative qu'en relation avec un autre local mais aussi des échelons intermédiaires, d'autres plus hauts. **On ne va pas passer comme ça, en un clin de génération, d'une mondialisation effrénée un local revitalisé**. Et quand

bien même cela serait-il possible, reste à savoir si ce serait tout à fait souhaitable tant **la question des reconfigurations ne peut se ramener à un simple retour en arrière, donc à une forme d'autarcie**, justement. Il y a à gagner aux nombreuses interactions qui ont été mises en place au fil du temps et **l'enjeu demeure bien de s'assurer du caractère vraiment nécessaire de ces interactions et, dans l'affirmative, de leur impact sur la non moins nécessaire transition écologique**. En d'autres termes, oui il faut que chaque territoire soit au maximum autonome sur le plan des besoins alimentaires de sa population. Mais non, il est fort probable que chacun de ces territoires ne pourra pas avoir son centre national dramatique. Or, contrairement à certaines dérives regrettables lors de la pandémie, oui **la culture est une nourriture comme les autres, je dirais même surtout en période de transition**, donc l'enjeu est de permettre à tous d'y avoir accès, soit en employant des moyens de transport non polluants pour rallier l'institution culturelle en question, soit en faisant venir des acteurs culturels itinérants. L'article de la journaliste Eve Charrin met bien en évidence cette difficulté en posant la question : « *Sortir du tout-voiture dans une petite ville périurbaine ? Chiche...* ». Toutefois, ce qui ressort globalement de toutes ces contributions et qui reflète d'ailleurs bien l'esprit tant positif qu'entreprenant du Un, c'est **l'espoir de voir ces petites villes se transformer en véritables laboratoires de la Transition**. Pourtant, elles pourraient être mal placées tant la décentralisation se traduit par de plus en plus de compétences mais avec des finances qui ne suivent pas... ce qui est pour le moins regrettable précisément en période de transition. Certaines sont elles aussi désavantagées de par leur profil géographique, leur histoire. Bref, on ne peut pas généraliser et décréter que la petite ville sera partout le laboratoire par excellence de comment mener une bonne transition. Ce qui est certain néanmoins, c'est qu'elles disposent souvent d'**atouts incontournables** sur lesquels se rejoignent Marc-Andreu Sabater, responsable politique, bon connaisseur du cas de Vire Normandie, et les chercheurs Dany Lapostolle, Matthieu Duboys de Labarre et Gaëtan Mangin à propos de Tournus. Le premier met en avant un certain nombre de facteurs favorisants -même si au premier abord peu porteurs- comme : la nécessité de se reconstruire après la 2ème Guerre Mondiale et donc, de longue date, une **habitude de se prendre en main par différents acteurs locaux reliés entre eux**, souvent attachés à leur territoire au point d'exclure qui ne coopérerait pas. Autre élément important : **une économie diversifiée avec une part d'emplois non délocalisables**. Enfin, la fameuse « échelle

humaine », synonyme d'**interconnaissance**, opère pour assurer l'existence d'un véritable « *écosystème fonctionnant en interne pour permettre un **développement endogène, une dynamique propre au territoire*** ». Le mot « **écosystème** » est fondamental car il montre à la fois la parenté entre les constructions humaines et les autres types de construction dans la « Nature », invitant une fois de plus à s'inspirer de celle-ci pour transitionner (vaste sujet des **liens entre développement territorial, pourquoi pas aussi développement personnel, et biomimétisme**). Si cela n'est pas une invitation à décloisonner les esprits et à une nouvelle Renaissance, à se doter d'une grande variété d'outils pour penser et agir autrement, alors c'est à y perdre son latin !

L'étude de cas consacrée à la ville de Tournus ne fait que conforter la **nécessité de laisser la créativité s'exprimer car la population, elle-même incarnation de la biodiversité, est bien souvent un riche terreau pour faire jaillir des initiatives nouvelles**. Or cela est d'autant plus important quand il s'agit, cela ne vous étonnera pas trop que je fasse un focus là-dessus, sur la **transition alimentaire**. La situation d'origine sur ce chapitre est visiblement préoccupante (comme dans la majorité des cas, malheureusement) car il y a peu de production maraîchère et fruitière. Or nous savons que cela fait partie de nos besoins quotidiens essentiels et que nous devons de plus renforcer ce type de production pour aller vers un régime nettement moins carné. Ce qu'il y a d'intéressant, c'est qu'un collectif de citoyens s'est créé en 2017 contre le projet d'un énième centre commercial qui impliquait d'une fois de plus « bouffer des terres nourricières » (selon mes propres mots, pas ceux des très sérieux chercheurs qui ne peuvent pas vraiment s'exprimer dans ces termes et même si à l'arrivée nous décrivons tous le même phénomène;)). Ce collectif s'est ensuite transformé en liste électorale qui a remporté les élections et fait désormais de la question alimentaire un des axes principaux de son action. Et c'est bien une forme de **démocratie locale** qui est à l'œuvre, s'invente chaque jour et invente chaque jour la formule pour assurer l'autonomie alimentaire de ce territoire en particulier. En effet, un appel à projet de l'échelon national (en l'occurrence le Ministère de la Transition écologique) a été remporté et a permis la mise en place d'un projet de recherche participatif sur ce territoire, lequel mêle un nombre réduit -pour plus d'efficacité et

compte-tenu des disponibilités de chacun- de participants habitants, élus et chercheurs en agronomie ou sociologie, et contribue à la définition des contours d'une action locale. Le processus est en cours mais il ressort d'ores et déjà que **la volonté, l'investissement citoyen, jouent un rôle clef** soit par la voie des urnes soit par une forme de pression au quotidien qui pousse les élus à mettre par exemple à disposition des terres municipales pour un jardin partagé ou encore utiliser le levier d'une meilleure alimentation pour les écoliers (commande publique). **Deux freins** sont toutefois soulignés et leur persistance n'est pas surprenante, elle revient souvent et appelle donc des remèdes urgents : d'une part **certains acteurs privés ne jouent pas collectif** et ne sont pas encore persuadés de la nécessité d'adapter leur façon de penser et de réaliser une transition locale. L'exemple d'une banque qui a refusé un prêt pour le renouvellement d'un camion épicerie mobile chargé d'alimenter les espaces ruraux autour de Tournus montre qu'il aura fallu une campagne de financement participatif et une subvention publique pour qu'elle daigne libérer les sommes assez modestes nécessaires à la bonne marche de cette outil de travail et de développement territorial. D'autre part, s'il semble bénéfique que des **instruments d'action publique comme les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)** existent désormais pour encadrer (voire stimuler) des initiatives locales, les observateurs notent que : *« les acteurs de terrain (agriculteurs, producteurs, entreprises, associations...) qui souhaitent pleinement profiter de ces dispositifs doivent disposer de temps à consacrer aux démarches à mener, mais aussi de ressources techniques, culturelles et relationnelles »*.

Quoi qu'il en soit, et malgré ces difficultés qui vont trouver des solutions à partir du moment où la conscience est déjà là de leur existence, une chose est certaine : **ces petites villes sont globalement attractives et incitent fortement à une redéfinition de cette sacro-sainte notion d'attractivité**, comme en atteste l'article de la politiste Hélène Reigner. Il convient en effet de se départir du mythe de la CAME (sans jeu de mot renvoyant à une drôle de dépendance) : compétitivité, attractivité, métropolisation, excellence. Ce mythe a en effet produit le désastre d'une vision de territoires en compétition et devant tout faire pour rentrer, rester dans cette compétition d'ailleurs aux échelles nationale, européenne et mondiale. Plus que jamais, **le temps semble**

être venu d'autres indicateurs alignés sur d'autres valeurs assurant l'existence de territoires bien vivants et reliés entre eux.

©Yolaine de LocoBio,

Novembre 2021